

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**ANGOLA**

**DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS MIS A JOUR 2008-2009**

**DÉPARTEMENT ORSB  
Juin 2008**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>2. ÉVOLUTION RÉCENTE</b>	<b>1</b>
2.1 Changements politiques	1
2.2 Changements socioéconomiques	1
2.3 Secteur privé, Climat des affaires et questions connexes	4
<b>3. ASSISTANCE DU GROUPE DE LA BANQUE</b>	<b>5</b>
3.1 Problèmes de gestion de portefeuille	5
3.2 Facteurs entravant les opérations de la Banque	6
3.3 Domaines nécessitant le dialogue	7
<b>4. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA COORDINATION DE L'AIDE EXTÉRIEURE</b>	<b>8</b>
<b>5. REVUE DE LA STRATÉGIE ET DE LA RÉSERVE DE PROJETS DU GROUPE DE LA BANQUE</b>	<b>9</b>
5.1 Revue de la stratégie du Groupe de la Banque	9
5.2 Réserve de projets	11
<b>6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>13</b>
 <b><u>ANNEXES</u></b>	
1. Principaux indicateurs de développement	1
2. Indicateurs socioéconomiques de l'Angola	1
3. Projets en cours	1
4. Angola: Objectifs de développement du millénaire	2
 <b><u>FIGURES</u></b>	
Évolution de la croissance du PIB et de l'inflation	2
Évolution du secteur extérieur	2
Compte budgétaire (% du PIB)	2
Indicateurs de classement de la <i>Pratique des affaires</i> dans l'ASS	4
Portefeuille actif par secteur	5
 <b><u>TABLEAUX</u></b>	
Interventions des partenaires au développement par secteur	8
Critères de performance de l'assistance du Groupe de la Banque	10
Propositions d'activités de prêts et hors prêts (Pilier 1)	12
Propositions d'activités de prêts et hors prêts (Pilier 2)	13

## **SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

BAD	Banque africaine de développement
BAI	Banque africaine d'investissement
BDA	Banque angolaise de développement
BNA	Banque centrale de l'Angola
BPC	Banque d'épargne et de crédit
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEP	Cellule d'exécution de projet
DI	Les déplacés internes
DSRP intérimaire	Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EES	Etudes économiques et sectorielles
EITI	Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives
EPN	Entreprise publique nationale
FAD	Fonds africain de développement
MICS	Enquête par groupe d'indicateurs multiples
OMD	Objectifs de développement du millénaire
OMS	Organisation mondiale de la santé
PEMFAR	Revue des dépenses publiques et de la responsabilité financière
PIP	Programmation des dépenses publiques
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SIGFE	Système intégré de gestion financière de l'Etat
SIGPE	Système intégré de gestion du patrimoine de l'Etat
SWAp	Approche sectorielle globale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## **CHIFFRES**

### **ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES**

**(Juin 2008)**

1 UC	=	1,62069 dollar EU
1 UC	=	121,814 Kz
1 Dollar EU	=	75,161 Kz

### **EXERCICE BUDGÉTAIRE**

1er janvier au 31 décembre 2008

### **POIDS ET MESURES**

Système métrique

## **I. INTRODUCTION**

1.1 La stratégie de la Banque pour la période 2005-2007, arrêtée d'un commun accord avec les autorités angolaises et les partenaires au développement de ce pays, est venue à expiration le 31 décembre 2007. Faute d'une nouvelle stratégie à moyen terme du gouvernement, laquelle est en cours de finalisation (2009-2013), et en raison des élections législatives et présidentielles prévues pour septembre 2008 et mai 2009 respectivement, le temps n'est actuellement pas à l'élaboration d'un DSP complet. Tenant compte de ces contraintes et pour garantir la continuité des opérations de la Banque, l'Equipe-pays pour l'Angola a recommandé que l'actuel DSP soit mis à jour jusqu'à ce que les conditions favorables soient réunies pour la confection d'un DSP complet en 2009, couvrant la période quinquennale 2010-2014. Le présent rapport fait une évaluation de l'actuel DSP, en s'appuyant sur les recommandations du Conseil d'administration de 2005, qui a demandé à la Direction de prévoir le renforcement des capacités institutionnelles dans les futures opérations que le Groupe de la Banque financera en Angola, et de veiller à la consolidation de celles en cours. Il a également énoncé des propositions d'activités dans le cadre du soutien de la Banque à ce pays pour la période 2008-2009, et des idées de grands projets à avoir à l'esprit au cours de la préparation en 2009 du prochain DSP complet .

## **II. ÉVOLUTION RÉCENTE**

### **2.1 Changements politiques**

L'Angola est aujourd'hui un pays en paix, malgré des combats sporadiques dans l'enclave de Cabinda entre les derniers séparatistes des combattants du FLEC (Frente de Libertação do Enclave de Cabinda) et les forces armées angolaises. Un accord de paix a été signé en août 2006 avec le Forum de Cabinda pour le dialogue, donnant à l'enclave riche en pétrole un statut spécial dans le cadre de l'intégrité du territoire angolais. Les nouvelles élections législatives et présidentielles sont maintenant prévues pour septembre 2008 et mai 2009 respectivement, depuis que le processus d'inscription sur les listes électorales a pris fin le 15 septembre 2007, avec plus de 8 millions de personnes inscrites. S'il est vrai que les résultats des prochaines élections pourraient affecter la composition et peut-être les priorités de développement du nouveau gouvernement, les principales priorités de développement ne varieront pas, notamment la réduction de la pauvreté (68 %), la croissance économique durable et le renforcement de la gouvernance par une meilleure transparence et efficacité dans la gestion des recettes pétrolières et par davantage de décentralisation au niveau des provinces

### **2.2 Changements socioéconomiques**

Ces dernières années, la croissance économique en Angola s'est accélérée à la faveur de la flambée des cours du pétrole, et de l'augmentation de la production et l'exportation du pétrole et du diamant. Les niveaux élevés des recettes pétrolières et de l'industrie extractive ont entraîné d'importants excédents à la fois budgétaires et des comptes extérieurs. Le gouvernement a fait montre de détermination dans la poursuite des réformes économiques et structurelles ayant favorisé le développement du secteur privé en passant dans le même temps d'une économie fondée sur le pétrole à une économie non tirée par le pétrole, même si les effets d'entraînement directs du secteur pétrolier sur le reste de l'économie n'ont pas été significatifs.

2.2.1 **Performance macroéconomique.** Des politiques macroéconomiques prudentes ont donné de bons résultats ces dernières années puisque l'Angola a été qualifié en 2007 de pays à la croissance économique la plus rapide d'Afrique. Le gouvernement est censé poursuivre ces politiques pour atteindre les indicateurs de convergence fixés par les pays de la SADC. L'inflation a sensiblement chuté en 2007 à près de 12 %, alors que les objectifs pour 2008 et 2009-2010 sont de 10 % et 6-8 % respectivement. L'augmentation des réserves extérieures et le resserrement de la politique monétaire sont les facteurs qui ont permis au Kwz de s'apprécier par rapport au dollar, et d'entraîner une baisse de l'inflation importée. Mais la dépendance de l'économie à l'égard de la zone euro pour les importations des biens de consommation sont des facteurs qui influent positivement sur l'indice des prix à la consommation, ce qui rend difficile la maîtrise de l'inflation par le gouvernement. En dépit de la hausse du prix du pétrole et des augmentations de la production et des recettes du pétrole, le solde budgétaire général est en baisse en pourcentage du PIB. Cependant, le déficit budgétaire primaire non pétrolier a baissé de 61,5 % du PIB hors pétrole en 2005 à 52,8 % en 2007, ce qui est encore plus important que celui d'autres pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne. En 2007, l'Angola a été qualifié de pays dont le risque de surendettement était modéré, mais ses emprunts croissants, à des conditions non concessionnelles, auprès des pays émergents partenaires tels que la Chine, la Corée du Sud et le Brésil, pourraient compromettre la soutenabilité de sa dette.

Figure 1

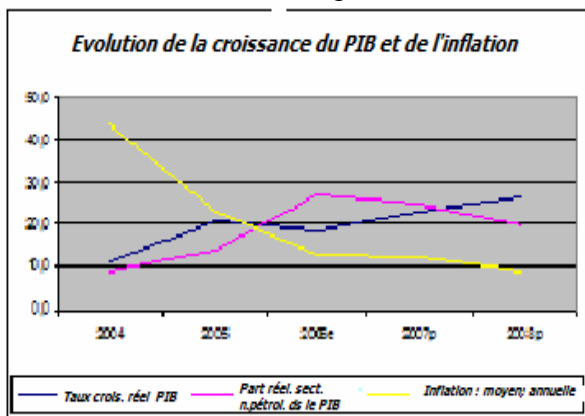


Figure 2

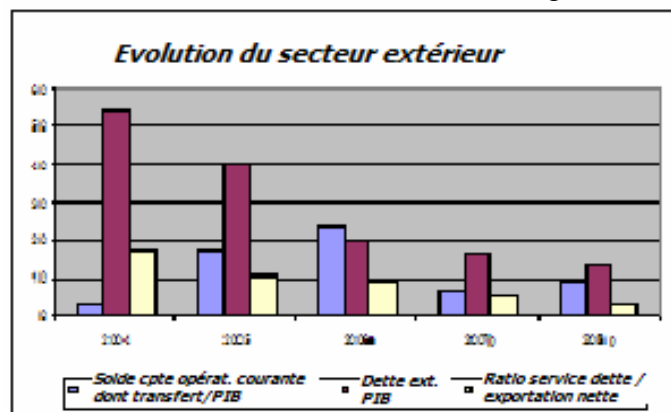
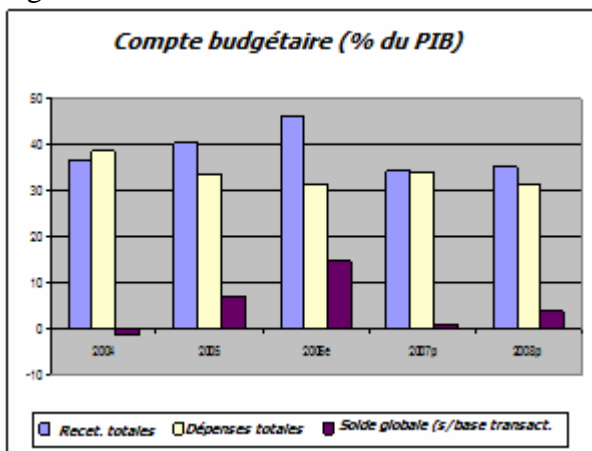


Figure 3



La situation du compte des opérations courantes extérieures de l'Angola est restée solide. L'excédent de ce compte s'est établi à 23 % du PIB en 2006 et les réserves officielles ont doublé pour se situer à 8,6 milliards de dollars EU (environ sept mois d'importations de biens et services non pétroliers). A fin 2006 et au début 2007, l'Angola a soldé l'ensemble de ses arriérés en principal et intérêt réunis aux créanciers du Club de Paris. Le ratio dette extérieure/PIB a baissé, passant de 40 % en 2005 à environ 20 % 2006.

**2.2.2 Opérations financières et bancaires.** En 2006 et 2007, les opérations bancaires et les services financiers se sont toutes accrues de manière spectaculaire. Dix neuf (19) banques sont actuellement actives en Angola et sont rentables. Accompagnant l'accélération de la croissance dans les secteurs non pétroliers de l'économie, surtout dans le BTP (bâtiment et travaux publics) et les services, le crédit au secteur privé a augmenté de 101,8 % en 2006 et de 70,6 % en 2007, d'après la Banque centrale. Entre temps, la Banque centrale (BNA) a élargi le cadre réglementaire du risque de crédit pour les opérations bancaires. Le développement de l'économie nécessite le financement à moyen terme qui a été rendu possible grâce à deux nouvelles banques axées sur le développement à savoir la *Banco Africano de Investimento* (BAI Bank) et la *Banco de Desenvolvimento de Angola* (BDA). La loi de 2005 sur les valeurs mobilières et la création de la Bourse des valeurs mobilières d'Angola en 2006 représentent des pas de géant dans l'évolution vers des marchés de capitaux transparents. En attendant les aspects opérationnels liés à l'installation d'institutions et de courtiers, le marché des valeurs mobilières verra le jour au cours de l'année 2008 selon les prévisions. De même avec l'assistance technique de la BNA et de l'USAID, le financement des microcrédits est actuellement accessible aux petites et moyennes entreprises par le biais d'institutions bancaires telles que *Banco Sol*, *Banco de Poupança e Crédito* (BPC), *Novo Banco*, et la BAI qui offrent toutes, ce type de financement. Le cadre réglementaire de la surveillance bancaire est en cours de modernisation.

**2.2.3 Le secteur agricole dispose en Angola d'un potentiel attrayant en raison de l'abondance des terres et de leur qualité relativement bonne.** Avec la réhabilitation progressive des infrastructures rurales, presque entièrement détruites par la guerre, et avec le retour des paysans sur leurs terres, le secteur reprend vie. En 2007, 91,3 millions de dollars EU ont été investis dans l'agriculture, dont 80 millions de dollars EU décaissés par l'Etat. L'agriculture est devenue un secteur prioritaire des investissements publics et le plus grand employeur du pays avec 4, 8 millions de personnes, ce qui représente 89 % de tous les emplois ; le secteur a donc un rôle clé à jouer en raison de son importance dans la réduction de la pauvreté. Au plan de l'environnement, la biodiversité en Angola est remarquable : la forêt occupe environ 35 % de la superficie du pays, sans compter plus de 1.600 km de littoral riche en espèces halieutiques. Cependant, la récente tendance caractérisée par la dégradation de l'environnement et la menace qu'elle représente pour les ressources halieutiques, la surexploitation d'espèces de plantes, la pollution des sols, de l'eau et de l'atmosphère, ainsi que les changements climatiques erratiques font prendre conscience de la menace qui pèse sur un environnement durable. Le gouvernement s'emploie pour sa part à faire appel aux donateurs et aux investisseurs privés pour l'appuyer dans le renforcement de la production agricole, les investissements en faveur du tourisme et la réduction des risques environnementaux. Mais le développement agricole reste encore confronté à de multiples obstacles, notamment le manque d'accès au crédit, le mauvais état des routes, la dégradation de l'environnement, la perte de la biodiversité, l'absence de système de conservation et de transformation de la production agricole, et les problèmes de garantie du foncier rural en dépit de l'adoption d'une nouvelle loi sur le foncier.

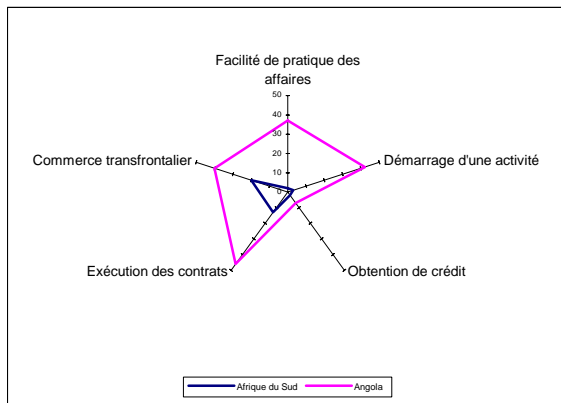
**2.2.4 Infrastructures économiques** Le Gouvernement angolais a également fait des efforts remarquables pour réhabiliter les infrastructures de transport et la production d'électricité, deux secteurs presque entièrement détruits par la guerre et par un manque criard d'investissements. Ces deux dernières années, le gouvernement a investi plus de 33 millions de dollars EU dans le cadre de son Programme d'investissements publics (PIP) pour réhabiliter les routes. Depuis 2006, une multitude de voies de desserte détruites pendant la guerre ont été également réhabilitées. Les 479 km de voie ferrée reliant Luanda à Malange sont pratiquement achevés et devraient être opérationnels avant fin 2008, ainsi que les 1000

km de chemin de fer entre la Namibie (sur la côte) et Menongue, dans la province de Cuando Cubango. Cependant la réhabilitation de la voie ferrée de Benguela qui relie la côte à la frontière avec la République démocratique du Congo, a été différée à 2010 à cause des travaux de déminage. Dans le même ordre d'idée, beaucoup de travaux de réhabilitation sont en cours pour augmenter la production électrique, assurer l'approvisionnement régulier en eau dans un certain nombre de municipalités et donner des emplois aux travailleurs locaux. Les grands projets en cours dans ce secteur touchent la centrale hydroélectrique de Capanda, les centrales hydroélectriques le long du fleuve Kwanza et celle de Cambambe. Cependant, les organismes publics chargés de ces secteurs, tels que le ministère de l'Eau et de l'Énergie, le ministère des Transports, et le ministère des Télécommunications souffrent d'un manque de ressources humaines et de cadre réglementaire institutionnel modernisé permettant une gestion, un suivi et une supervision efficaces des travaux et des infrastructures.

**2.2.5 Secteur social L'Angola est l'un des pays très peu performants d'Afrique en termes d'indicateurs sociaux. Malgré quelques progrès au niveau des indicateurs de développement humain, l'Angola n'obtient que 0,446 au titre de l'indice de développement humain, ce qui le classe à la 162<sup>e</sup> place sur 177 pays en 2007. L'extrême pauvreté (population vivant avec moins de 1 dollar EU par jour) reste élevée à 68 % de la population.** En dépit de ses efforts pour améliorer l'accès à **l'Éducation**, le taux de scolarisation au niveau du primaire est encore l'un des plus bas de l'Afrique subsaharienne avec 25 % seulement des enfants en scolarisation, dont 27 % seulement parviennent à terminer leur premier cycle de quatre ans. L'inégalité entre les hommes et les femmes persiste aussi, puisque les filles ont moins de chances de savoir lire et écrire et d'aller à l'école. De même la situation actuelle de l'enseignement professionnelle en Angola n'est guère reluisante avec moins de 3 % des enfants paysans et 6 % des enfants citadins qui suivent cette formation. Dans le secteur de la **Santé**, le profil épidémiologique en Angola se caractérise par une forte prévalence de maladies transmissibles, et une mortalité infantile élevée de 132 pour 1000 naissances vivantes selon la Division Population des Nations Unies, Révision 2006 ; et un taux de mortalité maternelle de 1.400 pour 100.000 en 2005, d'après l'UNICEF/OMS, ce qui se traduit par une espérance de vie de 43 ans seulement. Trois personnes sur cinq n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'assainissement, et en moyenne, les femmes sont moins instruites que les hommes et sont en moins bonne santé, alors que paradoxalement ce sont elles qui portent les charges les plus lourdes. L'état de dégradation du réseau hydraulique et le vandalisme constant, ajoutés au détournement illégal de l'eau, expliquent le manque d'efficacité de ce secteur qui se traduit par un taux variant entre 40 et 60 %. L'adoption d'une réglementation idoine s'avère donc indispensable si l'on veut améliorer la gestion des ressources hydrauliques. Cependant, l'évolution actuelle de l'économie hors pétrole permet peu à peu de créer des emplois, de répartir plus équitablement les revenus et dans une certaine mesure d'apporter le bien-être social à certains groupes spécifiques. Le taux a baissé graduellement, passant de 29,2 % en 2005 à 25,2 % en 2006 et à 20 % en 2007 respectivement.

### **2.3 Secteur privé, climat des affaires et questions connexes**

Même si des progrès ont été particulièrement lents en termes d'amélioration du climat des affaires, notamment du fait de la persistance de la corruption, le processus de réforme s'est néanmoins accéléré dans d'autres domaines tels que les entreprises publiques nationales (EPN), l'accès au crédit et la réhabilitation des infrastructures.



Des progrès indéniables ont été observés ces dernières années en termes de transparence dans la gestion des recettes pétrolières, quoique beaucoup reste à faire. Tout en n'ayant pas encore rejoint l'Initiative en faveur de la transparence dans l'industrie extractive (EITI), le gouvernement a publié des données détaillées via le net du ministère des Finances sur le secteur pétrolier et a modernisé les pratiques en matière d'enchères pétrolières.

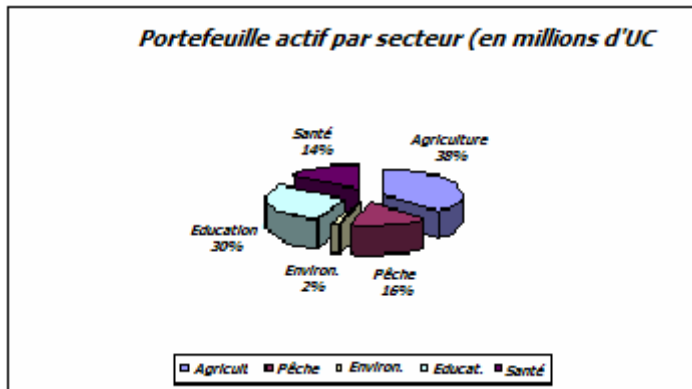
**2.3.1 Industrie manufacturière et tourisme. Malgré la difficulté du climat des affaires, des progrès ont été observés** dans le nombre de jours nécessaires à la création d'une société (15 jours), et dans la création d'industries légères telles que les usines de production de boissons gazeuses, de tabac, de cigarettes, de lessives et de conserves. Le gouvernement a en outre mis en place de nombreuses mesures d'incitations aux investissements destinées à des industries ciblées et visant à les répartir sur l'ensemble du pays. Dans le domaine du **tourisme**, selon le *World Travel* et le *Tourism Council*, la croissance dans le secteur du tourisme et du voyage en Angola est estimée à 31% pour 2007, et les projections entre 2008 et 2017 se situent à un taux vigoureux de 9 % par an, ce qui représente des recettes en devises de l'ordre de 6.965,2 millions de dollars EU en 2007 à 16.502,2 millions de dollars d'ici à 2017. On estime que Luanda a besoin de dix nouveaux hôtels pour combler le déficit actuel de 3.500 chambres. Six nouveaux hôtels sont déjà en construction à Luanda et plusieurs autres le sont à travers tout le pays, portant à 40 nouveaux hôtels en tout, pour les années à venir. Ce développement spectaculaire du tourisme nécessite des compétences particulières et des services de pointe pour faire face aux besoins du marché.

### III. ASSISTANCE DU GROUPE DE LA BANQUE

#### 3.1 Problèmes de gestion de portefeuille

3.1.1 Le total des engagements du Groupe de la Banque depuis 1983 s'élève à 298,07 millions d'UC, dont 177,65 millions d'UC de la BAD et 120,42 millions d'UC du FAD. Plus de 66 % de ces allocations ont été annulées entre temps en raison de la guerre civile que le pays a connue. L'Angola a renoué sa coopération avec la Banque après avoir apuré ses arriérés en 2001. Deux DSP ont été préparés pour 2002-2004 et 2005-2007 ; ils couvraient les secteurs ruraux et sociaux. Le premier était axé sur la réhabilitation des infrastructures de santé et sur les activités de démobilisation et de réinsertion sociale, tandis que le second s'était attaqué à la réduction de la pauvreté en milieu rural et à l'instauration d'un climat propice au développement du secteur privé. Ils se sont alignés sur les secteurs prioritaires identifiés dans le DSRP intérimaire du gouvernement (DRSP I) qui en énonce au total dix : i) la réinsertion sociale ; ii) la sécurité et d'assistance humanitaire ; la sécurité alimentaire et le développement rural ; iv) la lutte contre le VIH-SIDA ; v) l'Education ; vi) la Santé ; vii) les infrastructures de base ; viii) l'emploi et la formation professionnelle ; ix) la gouvernance et x) la gestion macroéconomique.

3.1.2 La performance du portefeuille de la Banque en Angola est très insuffisante. Le premier rapport sur la performance du portefeuille par pays en 2007 a révélé que la performance générale du portefeuille de la Banque en Angola est insuffisante, comme en témoigne la note de 1,75. Étant donné qu'un projet était à problèmes, et que deux autres étaient potentiellement à problèmes, la proportion de projets à risque dans le portefeuille était de 50 %. Ces situations s'expliquent essentiellement par : i) le manque de capacité au sein des CEP et des administrations publiques, notamment la méconnaissance des procédures et règles de la Banque en matière d'acquisition de biens et services, de décaissement et de vérification des comptes ; ii) les difficultés énormes à communiquer et/ou à travailler dans les langues officielles de la Banque, notamment



les dossiers d'appel d'offres ou de soumission des offres dans les deux langues officielles de la Banque qui découragent plusieurs sociétés en Angola à participer aux activités de projet ; iii) l'inefficacité au niveau du fonctionnement des Comités directeurs, ce qui ne permet pas de donner aux Coordinateurs des avis et des orientations stratégiques ; iv) au nombre des problèmes que connaissent les CEP figurent le manque de financement et la sous-budgétisation des activités du projet.

Dans beaucoup de cas, des retards dans la mise en œuvre et même des annulations de certaines activités de projet ont entraîné une inflation sans précédent, et les fluctuations des cours des devises qui ont eu lieu au cours de la période 2002-2004, causant ainsi des déficits financiers. Des missions de dialogue ont été effectuées à Luanda pour rechercher avec les autorités angolaises les voies et moyens de résoudre les problèmes de performance de portefeuille, et il a été convenu que la Banque et le gouvernement prennent certaines mesures essentielles, comme par exemple l'organisation des cours formation aux langues et aux procédures de la Banque, la mise en place de ressources à l'intention des CEP pour la traduction des dossiers d'appel d'offres et de soumissions d'offres et la création, au ministère du Plan, d'une cellule de coordination centrale de l'aide pour résoudre les problèmes de décaissements et d'exécution des projets.

### **3.2 Les facteurs entravant les opérations de la Banque**

Le manque de dialogue et de coordination des actions avec le gouvernement et d'autres partenaires au développement est en grande partie à l'origine des difficultés rencontrées par la Banque dans la mise en œuvre de ses opérations. En l'absence d'un Bureau extérieur sur le terrain, la Banque a du mal à anticiper les changements rapides qui peuvent s'opérer au niveau des priorités nationales dans un contexte de reconstruction. Les fonds octroyés au pays sur les ressources du FAD ces dernières années étaient trop modestes, comparés aux énormes ressources financières que requéraient la réhabilitation et la reconstruction, pour faciliter le retour à la confiance entre la Banque et le gouvernement. A titre d'illustration : pour le FAD-10 et le FAD-11, les fonds alloués à l'Angola étaient respectivement de 35 millions d'UC et de 46 millions d'UC, ce que les autorités angolaises

considèrent comme insuffisant. Les prochaines discussions sur la situation de l'Angola en tant que PRI et son éligibilité aux ressources de la BAD pourraient aider à résoudre le problème de l'insuffisance des fonds alloués à ce pays. De même, la difficulté du climat des affaires a également empêché le guichet du secteur privé de la Banque de participer pleinement à la reconstruction du pays et à l'appui aux petites et moyennes entreprises dans l'optique de la diversification de l'économie.

### **3.3 Domaines dans lesquels le dialogue s'impose**

Pour que la Banque réussisse la mise en œuvre de sa stratégie pour l'Angola, il lui faut multiplier les activités autres que les prêts, notamment les EES, et tirer les enseignements des interventions antérieures. L'ouverture du Bureau extérieur, doté d'un personnel adéquat, favorisera l'amélioration du dialogue avec le gouvernement, le renforcement de la coopération avec d'autres partenaires, et le soutien de tous les instants aux CEP. L'appui institutionnel demeurera l'une des priorités de la Banque en Angola compte tenu de la carence de capacités dans le pays.

3.3.1 Dans le secteur agricole, il importe que le gouvernement porte à 36 % le budget qu'il alloue à ce secteur (culture, élevage, pêche, foresterie et environnement) conformément aux exigences de la Déclaration de Maputo. Ces mesures, ajoutées au renforcement de l'efficacité des capacités humaines et institutionnelles, contribueront à la réalisation des OMD, surtout l'OMD.1 : la réduction de la pauvreté extrême et de la faim ; l'OMD.4 : la réduction de la mortalité infantile et l'OMD.7 : la préservation de l'environnement. Surtout sur ce dernier point, un programme d'évaluation environnemental financé par la Banque en 2003 et achevé en 2007, a fixé les bases de la réduction de la pauvreté par l'exploitation durable des ressources naturelles et la sensibilisation aux problèmes de l'environnement. Cette étude a produit trois résultats clés : i) le tout premier rapport sur l'état de lieux de l'environnement pour le gouvernement de l'Angola ; ii) la création d'une unité de base de données et d'informations sur l'environnement ; et iii) le montage de 10 avant-projets/propositions de projets bancables. Le gouvernement n'a pas fait mystère de son vœu ardent de voir la Banque prendre part au financement d'un programme de deuxième phase en cours de préparation à l'heure actuelle. Le gouvernement voudrait aussi s'engager dans une approche sectorielle globale (SWAp) dans le secteur agricole et dans des discussions avec des partenaires tels que la FAO, le PNUD et la Banque mondiale ; et l'appui de la Banque dans ces négociations est vivement souhaité.

3.3.2 Dans le secteur social, la performance du portefeuille de la Banque est la plus faible et nécessite des mesures idoines pour renverser la tendance. Les chances d'atteindre les OMD dans le secteur social, en particulier l'OMD.4 : la réduction de la mortalité infantile et l'OMD.5 : l'amélioration de la santé maternelle, étant minces, il est urgent de renforcer le dialogue avec le gouvernement et d'autres partenaires au développement en vue d'améliorer les résultats et d'influencer sur les conditions de vie des populations. Le manque de performance des CEP singulièrement nécessite de nouvelles approches basées sur le renforcement du partenariat avec d'autres partenaires au développement tels que l'UNICEF et l'OMS.

3.3.3 En outre, le pays devra être encouragé à se tourner progressivement vers un Cadre des dépenses à moyen terme pour la programmation des investissements publics, afin d'asseoir la durabilité et la meilleure affectation des ressources pétrolières. Si c'est le cas, alors les opérations de prêts d'appui budgétaire et les SWAps pourraient venir compléter l'approche projet de la Banque, à mesure que le système fiduciaire du pays s'améliore et

devient plus fiable. Le département Secteur privé de la Banque pourrait aussi profiter de l'actuelle flambée des cours du pétrole que connaît l'économie du pays pour investir dans sa reconstruction.

#### IV. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA COORDINATION DE L'AIDE EXTÉRIEURE

**Tableau 1**  
**Évolution des interventions des partenaires par secteur**

Domaines d'intervention	Principaux donateurs
<b>Secteur social</b> Santé, Education et formation professionnelle; réinsertion des groupes vulnérables	France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, BAD, Banque mondiale, UE, PNUD, FNUAP, OMS, UNESCO, UNICEF, HCR, UNIFEM, UN Habitat
<b>Secteur productif</b> Agriculture et Pêche ; Environnement, Eau	France, Etats Unis, BAD, FAO, FIDA, Banque mondiale, AFD, US-AID
<b>Gouvernance /Gestion macroéconomique:</b> Démocratie; Société civile; Autorités locales	Italie, Norvège, Etats Unis et USAID, DFID, Suisse, Suède, PNUD, UE, BAD, Banque mondiale

4.1 L'amélioration de la coordination de l'aide avec les partenaires au développement a toujours été une préoccupation du ministère du Plan. Le gouvernement n'ayant pas été vraiment en mesure de régler les problèmes de coordination de l'aide, une coordination informelle entre les partenaires au développement s'est instaurée surtout entre la Banque mondiale, l'Union européenne, le PNUD et la BAD, et les résultats s'avèrent encourageants. Lors de son récent dialogue sur les problèmes de revue de portefeuille du pays, la Banque a recommandé au gouvernement de mettre en place une Cellule centrale d'exécution de projets (CCEP), destinée à coordonner les projets de la Banque grâce à de meilleurs avis techniques à prodiguer aux CEP sur le terrain. Tout en acceptant de mettre en place un tel système, il semble y avoir une préférence pour l'instauration d'un mécanisme plus large et plus formel de coordination de l'aide, notamment le système informatique du projet pour mieux suivre et surveiller l'aide de tous les donateurs au ministère du Plan.

4.2 Le dialogue avec d'autres donateurs, la Banque mondiale, l'Union européenne et le PNUD en particulier, a révélé qu'il y a tout intérêt à adopter une stratégie commune d'assistance et d'appui budgétaire pour aider l'Angola à mettre en œuvre son programme de réformes économiques et structurelles. Cependant, le premier pas serait d'aider le gouvernement à régler les problèmes mis en lumière dans la Revue des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR), en particulier le renforcement du système de dépenses publiques conventionnelles et de supprimer progressivement les mécanismes de dépenses non conventionnelles. Pour démarrer le processus, il a été convenu avec la Banque mondiale de travailler dans le sens de la préparation d'une stratégie d'assistance conjointe en 2009 et des opérations de SWAp dans des secteurs clés à définir. L'ouverture prochaine du Bureau extérieur de la Banque aidera à améliorer le dialogue avec le gouvernement et autres partenaires dans ces domaines de coopération.

## V. REVUE DE LA STRATÉGIE ET DE LA RÉSERVE DE PROJETS DU GROUPE DE LA BANQUE

### 5.1 Revue de la stratégie du Groupe de la Banque

5.1.1 La stratégie de la Banque pour la période 2005-2007 a été discutée et arrêtée d'un commun accord avec les autorités angolaises et les partenaires au développement du pays. A la lumière des priorités du gouvernement, la stratégie adoptée a été centrée sur les deux piliers suivants : **i) la réduction de la pauvreté en milieu rural ; et ii) la création d'un environnement propice au développement du secteur privé.** Durant le cycle du FAD-10, trois projets ont été identifiés et inscrits au titre de l'appui à apporter à la stratégie de la Banque en Angola. Tous les trois ont fait l'objet d'évaluation et le Conseil les a approuvés avant la fin du cycle du FAD-10 en 2007.

5.1.2 Comme évoqué dans le tableau ci-dessous, les réformes économiques ont davantage d'impact que les réformes sociales. La situation sociale est toujours préoccupante pour la majorité des populations vivant en milieu rural et celles qui viennent d'être recasées des camps de déplacés internes, estimés à 4,4 millions de personnes, soit environ 40 % de la population ; ainsi que celles qui ont cherché refuge en ville dans des taudis sordides. Ces trois types ou catégories de population dans l'extrême pauvreté sont celles qui n'ont pas réussi à avoir accès ou qui n'ont toujours pas accès aux services sociaux élémentaires. Celles qui ont vécu dans les camps de déplacés internes, entièrement dépendants de l'aide alimentaire et donc extrêmement fragiles sur ce plan, et celles qui se sont déversées sur les centres urbains, pour vivre dans des habitations et des conditions sanitaires très déplorables, créant ainsi une nouvelle dimension de pauvreté urbaine. Dans ce contexte, le Gouvernement angolais estime que le Pilier 1 du DSP de la Banque est toujours valable et souhaite donc que la Banque le retienne, tout en élargissant le champ de la pauvreté pour couvrir les zones à la fois rurales et urbaines. Entre temps, le gouvernement souligne l'importance de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles dans lesquelles subsiste une majorité de pauvres, et il demande à la Banque de mettre davantage l'accent sur le secteur social, d'accroître son appui au renforcement des capacités, au développement institutionnel et à la formation dans le secteur public.

5.1.3 Compte tenu de ces faits et de la mauvaise performance du pays dans la réalisation des OMD, en comparaison avec d'autres pays de la SADC ou avec ceux de la région de l'Afrique subsaharienne en général, le pilier 1 reste d'actualité tandis que s'élargit la portée des actions de réduction de la pauvreté, notamment : **i) la réduction de la pauvreté par le biais de l'amélioration des prestations de services sociaux et la multiplication de l'accès aux facteurs de production.** Le dynamisme suscité par le développement du secteur privé non pétrolier, et son impact sur la création d'emplois et la répartition des recettes, la nécessité d'instaurer un climat propice et le renforcement du cadre législatif, stratégique et réglementaire pour les affaires, ainsi que le renforcement de la gouvernance, les processus d'évaluation de l'impact participatif et environnemental dans la gestion des ressources naturelles justifient le maintien du même second pilier durant la période de transition, à savoir : **ii) l'instauration d'un climat propice au développement du secteur privé.**

**Tableau 2**  
**Critères de performance de l'assistance du Groupe de la Banque**

Critères	Espoirs à fin 2007	Etat d'avancement en 2008	Espoirs à fin 2009
Renforcement des ressources humanitaires	-Atteindre 1/3 des OMD	Non atteints. Très peu de progrès observés	Progrès dans le sens de l'atteinte du 1/3 des OMD
Réforme du système de passation des marchés publics	1 Créer une agence de régulation de la passation des marchés publics 2 Elaborer une stratégie nationale de passation des marchés publics	1 Retardé pour être réalisé avec l'appui technique du projet EMTA de la Banque mondiale 2 Logiciel (SIGPE) et formations du personnel en cours d'exécution. Entrée en vigueur au second semestre 2008	En vigueur
Amélioration de la chaîne des dépenses	1 Connecter la moitié des provinces au SIGFE 2 Mettre en place toutes les composantes de PFMP	1 Toutes les provinces sont connectées au SIGFE depuis 2006 2 Achevé	
Amélioration de la transparence dans la gestion des recettes pétrolières	1 Créer au MINFIN une cellule chargée de la gestion des recettes pétrolières 2 Publier trimestriellement les recettes provenant du pétrole et du diamant et faire un audit annuel de la SONANGOL et de la BNA	1 La société KPMG a été commise pour mettre en place l'unité chargée des recettes budgétaires à moyen terme. Le logiciel et les formations sont en cours avec l'assistance technique de l'US-AID 2 Achevé en partie	Achevé  Achevé
Mise en place de la réforme judiciaire	1 Adopter la loi sur la stratégie nationale et le plan d'action de la réforme du système judiciaire 2 Renforcer la capacité de l'Institut des études judiciaires pour augmenter d'un tiers le nombre des juges	Aucun progrès observé	Achevé en partie
Mise en place de la réforme du service civique et de la décentralisation	1 Créer l'Ecole normale d'administration 2 Mettre en place la stratégie nationale de décentralisation et de déconcentration -Doter les provinces de leur système fiscal propre	1 L'Ecole a été inaugurée à Luanda en avril 2008 par le Président de la République 2 Le SIGFE a été mis en place dans toutes les provinces. La décentralisation du budget actuelle est en cours à Benguela et à Uige	2. Amélioration de la décentralisation du budget
<b>Performance du portefeuille de la Banque</b> -Il est temps que le taux de décaissement des nouveaux prêts pour les projets actifs entre en vigueur	1 Réduire de moitié les délais actuels 2 Augmenter de plus de 100 % le taux de décaissement	1 Progrès observés dans le cas du projet hydraulique 2 Aucun progrès observé	2. Taux de décaissement à 30%

5.1.4 Un dialogue fructueux avec les autorités gouvernementales des ministères sectoriels et des discussions avec d'autres partenaires intervenant sur ces deux piliers ont permis d'identifier des projets ou des EES à entreprendre durant la période de transition et à mettre en œuvre au cours du FAD XI ou après. Le gouvernement s'est montré très intéressé à s'attaquer aux problèmes environnementaux qui s'accroissent au rythme du développement galopant du secteur privé et sollicite l'appui technique de la Banque. Les domaines éventuels sur lesquels la Banque pourrait mettre l'accent sont le renforcement de la capacité

institutionnelle du ministère de l'Environnement et d'autres institutions pertinentes en vue de mettre en place un cadre juridique, stratégique, institutionnel et réglementaire idoine pour la gestion durable des ressources naturelles et la préservation de l'environnement. Ceci va promouvoir une meilleure utilisation à la fois des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, et le développement du secteur privé. Dans cette perspective, la Banque envisage un Projet d'appui institutionnel dans le domaine de l'environnement à soumettre au Conseil (2008).

5.1.5 Dans le contexte d'une stratégie de développement économique tiré par le marché, qui soit liée aux possibilités de valorisation de la main-d'œuvre, dans des domaines économiques/industriels précis à forte croissance, il est proposé que la Banque aide le Gouvernement angolais à entreprendre une évaluation de la population active et des besoins de compétences nécessaires à faire face à la demande de main d'œuvre dans des secteurs identifiés comme étant en croissance, et suivie en (2008) par un projet de valorisation des compétences destiné à combler les écarts de qualification (2010). Dans le secteur de la santé, le besoin d'un Plan d'investissement a été énoncé ; il serait basé sur l'établissement d'une carte des installations sanitaires existantes, qui n'est disponible actuellement que dans cinq provinces. Il est donc proposé que la Banque assiste le gouvernement à réaliser une telle carte pour les autres provinces grâce à une EEC qui pourrait démarrer en 2009. Ceci facilitera plus tard la préparation en 2011 d'un projet de santé qui aura pour but d'améliorer la qualité et l'efficacité des prestations de soins de santé.

5.1.6 De même, dans le nouveau contexte de l'économie de marché, le Département du Secteur privé de la Banque a besoin d'identifier des domaines d'affaires, en particulier, celui de l'énergie pour la demande en électricité, et celui des chemins de fer, des routes et des ports pour les besoins du commerce et de l'intégration régionale. Dans la plupart de ces domaines, les réformes sectorielles sont en cours ou sont dans l'attente des investissements du secteur privé et le gouvernement a demandé l'appui de la Banque dans le renforcement de ses capacités institutionnelles et humaines pour se lancer dans la gestion et le suivi des marchés publics, privés, de partenariat et d'infrastructure. Ci-après les tableaux présentant la situation de chacun des deux piliers du DSP actualisé de la Banque.

## 5.2 Réserve de projets

5.2.1 Du fait de quelques projets en réserve, la mission a eu l'occasion d'identifier des opérations ultérieures et des EES à entreprendre durant et après la période intérimaire en vue d'aider à concevoir les piliers du prochain DSP complet. A partir des discussions qui ont eu lieu avec le gouvernement et des recommandations du Conseil d'administration de 2005, et pour résoudre le problème des insuffisances observées dans les opérations de la Banque dans le secteur privé, une proposition d'activités de prêt et hors prêts a été faite. Jusqu'en 2009, toutes ces propositions sont soumises à révision en fonction des résultats de la mission de préparation d'un DSP complet.

**5.2.2 Résultats attendus du pilier 1"Réduction de la pauvreté par l'amélioration des prestations de services sociaux et l'augmentation de l'accès aux facteurs de production".** Ce pilier est censé renforcer les interventions de la Banque en vue d'aider à réduire la pauvreté, à accroître la sécurité alimentaire et l'accès aux services sociaux. Le défi consiste à relever le taux de décaissement du portefeuille de la Banque dans le secteur social et la Banque s'attend à profiter d'une étroite collaboration avec les institutions des Nations Unies présentes sur le terrain pour accélérer la mise en œuvre de ses projets. Les travaux

d'analyse à entreprendre permettront de choisir les piliers et les programmes du nouveau DSP de la Banque.

**Tableau 3**  
**Propositions d'activités de prêt et hors prêts (Pilier 1)\***

	En cours	IOP 2008-2009	Activités FAD XI-FAD XII en réserve	Commentaires
RURALES	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet Bom Jesus Calenga 28,2 millions de dollars EU. OSAN</li> <li>2. Projet de pêche artisanale 11,5 millions de dollars EU. OSAN</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet d'appui institutionnel en matière d'environnement 2008 (12 millions d'UC) OSAN</li> <li>2. Programme de développement rural intégré du bassin du fleuve Okavango (13 millions d'UC) (2009) OSAN</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Extension du projet de pêche artisanale (2011) OSAN</li> <li>2. Projet d'éradication de la trypanosomiase et de mouche Tsé-tsé (Programme régional) (2011) OSAN</li> </ol>	
SOCIALES	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet Education de base 13 million de dollars EU</li> <li>2. Projet de réinsertion des groupes vulnérables à Huambo 5,3 millions de dollars EU</li> <li>3. Réhabilitation des services de santé dans la province de 8,7 millions de dollars EU</li> <li>4. Projet hydraulique de Sumbe 19,7 millions de dollars EU</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. EES: Carte de l'implantation des infrastructures de santé (13 régions restant à couvrir) 2009 OSHD</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcement des capacités en matière de développement humain pour l'amélioration des prestations de services de santé (2011)</li> <li>2. RWSSI (2010) OWAS</li> </ol>	Les EES permettront de concevoir les piliers dans le cadre du nouveau DSP à préparer

(\*) Toutes les activités de prêt et autres que celles de prêt jusqu'à 2009 sont soumises à révision en fonction des recommandations de la préparation du DSP complet.

**5.2.3 Résultats attendus du pilier II: "Instauration d'un climat propice au développement du secteur privé"** Ce pilier est censé combler le déficit des activités permettant à la Banque d'entreprendre le développement du secteur privé. Plusieurs études économiques et sectorielles vont être lancées en vue de permettre d'identifier les piliers et les projets idoines pour le nouveau DSP. Les principaux domaines identifiés sont la gouvernance, les infrastructures et le développement des compétences. L'appui institutionnel en matière d'environnement, mentionné dans le pilier I contribue aussi au développement du secteur privé en créant les capacités au sein du ministère de l'Environnement pour l'adoption et l'application des lois et règlements sur les questions d'environnement telles que l'utilisation des terres, les taxes d'environnement, l'exploitation des ressources non renouvelables etc. Le secteur privé entamera aussi les financements non garantis par l'Etat au profit d'affaires privées en Angola à partir des consultations en cours avec les parties prenantes.

**Tableau 4**  
**Propositions d'activités de prêt et hors prêts (Pilier II)\***

	En cours	IOP 2008-2009	Activités FAD XI-FAD XII en instance	Commentaires
GOUVERNANCE	1. Projet PAGEF 9,7 millions de dollars EU		1. EES: Budgétisation à l'appui de programme dans le Plan d'action en faveur des besoins de renforcement institutionnel et des capacités en Angola 2009 (OSGE)	Les EES permettront de concevoir les piliers dans le cadre du nouveau DSP
CLIMAT PROPICE AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE		1. EES: Evaluation des moteurs de croissance et des besoins de compétences 2008 OSHD 2. EES : Plan directeur routier national (2009) OINF 3. Programme d'appui à la gestion des infrastructures économiques 10 millions (2010) OINF	1. Valorisation des compétences pour le développement du secteur privé (10 millions d'UC) (2009) OSHD 2. Mini aciérie 80 millions de dollars EU (2009) OPSM 3. Projet hôtelier 40 millions d'UC (2009) OPSM	1. Les interventions de OPSM ne sont pas garanties par l'Etat, et le dialogue est entamé pour mieux cibler les priorités du pays 2. L'appui institutionnel à l'environnement mentionné dans le pilier I contribue également au développement du secteur privé

(\*) Toutes les activités de prêt et hors prêts jusqu'à 2009 sont soumises à révision en fonction des recommandations de la préparation du DSP complet

## **VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

6.1 L'Angola traverse une phase de défi pour son développement, et a besoin de saisir cette occasion pour jeter les bases d'un développement stable et durable. La Banque pourrait aider l'Angola à atteindre ces objectifs.

6.2 Le Conseil est prié, d'une part, de prendre note du présent DSP mis à jour, qui ne propose pas de changement de stratégie, et, d'autre part, de noter les possibilités que les interventions probables des départements sectoriels, notamment le département Secteur privé, offrent à la Banque en élargissant ses opérations de prêts en Angola.

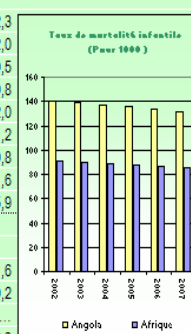
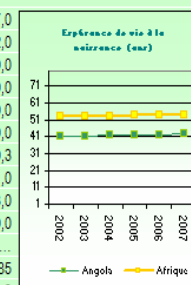
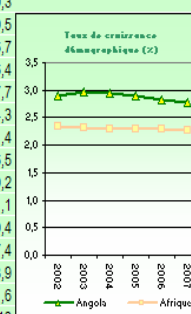
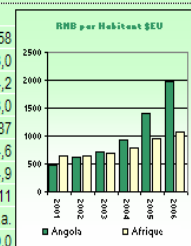
## Les principaux indicateurs de développement

<b>Angola - Indicateurs de</b>				
Indicateurs sociaux	Angola	#REF!	Afrique	Pays en
	1990	2007 *		
Superficie ( Km <sup>2</sup> )	1 246,7	1 246,7	30 323	80 976
Population totale (millions)	10,5	17,0	963,7	5 448,2
Croissance annuelle de la population (%)	2,7	2,8	2,3	1,4
Espérance de vie à la naissance -Total (années)	40,4	42,7	54	65
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	157,0	131,9	85,3	54,1
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	4,2	16,5	39,6	78,0
Naissances assistées par un personnel de santé qu	15,9	22,5	50,4	59,0
Taux de vac. contre rougeole (% d'enfants de 12-23 i	38,0	48,0	75,4	78,0
Taux de scolarisation au primaire (% brut)	91,7	91,0	96,4	91,0
Ratio Filles/Garçons au primaire (%)	92,1	...	91	84
Taux d'analphabétisme (% de la population >15 ans)	...	32,6	33,3	26,6
Accès à l'eau salubre (% de la population)	36,0	53,0	62,3	80,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	30,0	31,0	45,8	50,0
Valeur de l'IDH (0-1)	...	0,446	0,514	0,691
Indice de pauvreté humaine (IPH-1) (% de la Popula	...	...	36,8	...
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>				
	Angola			
	1990	2000	2006	2007
RNB par habitant, méthode Atlas (\$ courant)	730	430	1 980	...
PIB (Million de dollars courant)	10 295	9 123	45 163	60 852
Croissance du PIB réel (% annuel)	-0,5	3,0	18,6	19,8
Croissance du PIB réel par habitant (% annuel)	-3,1	0,4	15,3	16,6
Investissement intérieur brut (% du PIB)	11,7	15,1	11,3	11,0
Inflation (% annuel)	...	268,4	12,2	11,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-23,7	-7,8	10,9	10,0
<b>Développement du secteur privé et infrastructure:</b>				
	1990	2000	2006	2007
Temps requis pour démarrer une affaire (jours)	...	...	119	119
Indice de protection des investisseurs (0-10)	...	...	6	6
Abonnés aux téléphones fixes (pour 1000 hab.)	7	5	...	...
Utilisateurs d'internet (pour 1000 hab.)	...	1	...	...
Routes asphaltées (% du total des routes)	...	10	...	...
Ferroviaire, Marchandises transportées (million ton-l	...	...	...	...
<b>Commerce, Dette extérieure &amp; Flux financiers</b>				
	1990	2000	2006	2007
Variation en volume des exportations (%)	4,2	1,6	9,0	24,8
Variation en volume des importations (%)	12,9	1,0	14,0	47,2
Variation des termes de l'échange	18,6	55,6	20,4	-2,8
Balance commerciale ( Million de dollars E.U.)	2 313,1	4 879,7	22 276,7	35 827,9
Balance commerciale (% du PIB)	22,5	53,4	49,3	58,7
Solde des comptes courants ( Million de dollars E.U	1,3	794,3	10 537,8	10 778,3
Solde des comptes courants (% du PIB)	0,0	8,7	23,3	17,7
Service de la dette (% des exportations)	21,1	36,5	8,7	8,3
Dette extérieure totale (% du PIB)	115,2	99,8	20,7	15,6
Flux financiers nets totaux ( Million de dollars E.U.)	88,3	117,5	153,1	...
Aide publique au développement nette ( Mn de dollar	265,8	302,2	170,7	...
Investissements nets directs ( Million de dollars E.L	- 334,5	878,5	-1 140,0	...
Réserves internationales (mois d'importations)	...	2,5	6,0	5,6
sources nationales et internationales.				
* Année la plus récente.				
			Dernière mise à jour : avril 2008	

## Angola

### INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Angola	Afrique	Pays en Développement	Pays Développés
<b>Indicateurs de Base</b>					
Superficie ('000 Km <sup>2</sup> )		1 247	30 307	80 976	54 658
Population totale (millions)	2007	17,0	963,7	5 448,2	1 223,0
Population urbaine (% of Total)	2007	38,4	39,8	43,5	74,2
Densité de la population (au Km <sup>2</sup> )	2007	13,7	31,8	65,7	23,0
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2006	1 980	1 071	2 000	36 487
Participation de la Population Active - Total (%)	2005	41,3	42,3	45,6	54,6
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2005	46,3	41,1	39,7	44,9
Valeur de l'Indice sexospécifique de dévelop. humain	2004	0,431	0,475	0,694	0,911
Indice de développement humain (rang sur 174 pays)	2004	161	n.a.	n.a.	n.a.
Population vivant en dessous de \$ 1 par Jour (%)	2000	68,0	45,0	32,0	20,0
<b>Indicateurs Démographiques</b>					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2007	2,8	2,3	1,4	0,3
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2007	4,8	3,5	2,6	0,5
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2007	46,1	41,0	30,2	16,7
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2007	2,4	3,5	5,6	16,4
Taux de dépendance (%)	2007	94,3	80,1	56,0	47,7
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2007	97,3	99,3	103,2	94,3
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2007	23,1	24,2	24,5	31,4
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2007	42,7	54,2	65,4	76,5
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2007	44,3	55,3	67,2	80,2
Taux brut de natalité (pour 1000)	2007	47,3	36,1	22,4	11,1
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2007	20,5	13,2	8,3	10,4
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2007	131,9	85,3	67,3	7,4
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2007	230,8	130,2	80,8	8,9
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2007	6,4	4,7	2,8	1,6
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2004	1 850	622,9	440	13
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2004	6,2	26,6	59,0	74,0
<b>Indicateurs de Santé et de Nutrition</b>					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)*	2005	16,5	38,2	78,0	287,0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)*	2005	245,4	110,7	98,0	782,0
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%)	2004	22,5	43,7	56,0	99,0
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2004	53,0	62,3	78,0	100,0
Accès aux services de santé (% de la population)*	2000	24,0	61,7	80,0	100,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2004	31,0	44,2	52,0	100,0
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SIDA	2005	3,3	4,5	1,3	0,3
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2004	259,0	310,2	144,0	11,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2005	61,0	78,1	82,0	93,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2005	45,0	68,0	73,0	90,0
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2003	40,0	39,0	31,0	...
Apport journalier en calorie par habitant	2004	2 178	2 434	2 675	3 285
Dépenses publiques de santé par habitant (en % du PIB)	2002	2,1	5,6	1,8	6,3
<b>Indicateurs d'Education</b>					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2004/05	91,0	96,7	91,0	102,3
Primaire - Filles	2004/05	69,0	90,4	105,0	102,0
Secondaire - Total	2004/05	17,0	43,1	88,0	99,5
Secondaire - Filles	2004/05	16,8	36,5	45,8	100,8
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2003/04	41,0	47,5	51,0	82,0
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2006	32,6	43,3	26,6	1,2
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2006	17,1	34,5	19,0	0,8
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2006	45,8	52,4	34,2	1,6
Dépenses d'éducation en % du PIB	2004	2,6	4,7	3,9	5,9
<b>Indicateurs d'Environnement</b>					
Terres arables en % de la superficie totale	2005	2,4	6,0	9,9	11,6
Taux annuel de déforestation (%)	2000-05	0,2	0,7	0,4	-0,2
Taux annuel de reboisement (%)	2000-05	1,0	10,9	...	...
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2005	0,5	1,0	1,9	12,3



Source : Base des données du Département de la Statistique de la BAD;  
Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD, Rapports nationaux  
Notes: n.a. Non Applicable; ... : Données non disponibles; \* : dernière année entre 1995-2000

dernière mise à jour: juillet 2008



Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)								
Buts et Objectifs* (à partir de la Déclaration du millénaire)	Indicateurs de suivi de l'état d'avancement **	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
		<b>But 1: Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim</b>						
Objectif 1: Faire baisser de moitié entre 1990 et 2015 le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour	1. Pourcentage de la population vivant avec moins d'1 dollar EU (PPP)	62,2%						
	2. Ratio d'écart de pauvreté	31,1%						
Objectif 2 Faire baisser de moitié entre 1990 et 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim	5. Proportion de la population en dessous du niveau minimum d'apports énergétiques nutritionnels	27,5%						
<b>But 2: Réaliser l'éducation de base pour tous</b>								
Objectif 3: Faire en sorte que d'ici à 2015, les enfants garçons et filles partout dans le monde puissent achever le cycle primaire de l'éducation nationale	6. Ratio d'inscription net au cycle primaire	56,0%						
	7. Proportion des élèves du CP1 ayant atteint le CM2**	43,3%						
	8. Taux d'alphabétisation des hommes et femmes âgés de 15 à 24 ans **	71,0%						
<b>But 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</b>								
Objectif 4: Enrayer la disparité entre les sexes au primaire et au secondaire de préférence autour de 2005 et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici à 2015.	12. Proportion des sièges détenus par les femmes à l'assemblée nationale	16,4%	16,4%	16,4%	16,4%	12,0%	12,7%	
<b>But 4: Réduire la mortalité infantile</b>								
Objectif 5: Réduire des deux-tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins de cinq ans	13. Taux de mortalité des moins de cinq ans	250‰						
	14. Taux de mortalité infantile	154‰						
	15. Proportion des enfants de moins d'1 an vaccinés contre la rougeole	72,0%	72,0%	62,0%	64,0%	45,0%	48,0%	
<b>But 5: Améliorer la santé maternelle</b>								
Objectif 6 Réduire des trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	16. Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	1400						
	17. Proportion des naissances intervenues dans des formations sanitaires	45%						
	19c. Taux de prévalence des contraceptifs	6,2%						
Réaliser d'ici 2015 l'accès universel à la santé reproductrice	Couverture de soins prénataux: (une visite et au moins quatre visites)	79,8%						
<b>But 6: Lutte contre le VIH Sida, le paludisme et autres maladies</b>								
Objectif 7: En avoir contenu d'ici à 2015 la propagation et avoir commencé à inverser la tendance du VIH-SIDA	18. La prévalence du VIH chez les jeunes de 15-24 ans					2,5%		
	19b. Proportion des jeunes de 15-24 ayant une connaissance approfondie du VIH SIDA	11,7%				20,0%		
Objectif 8: En avoir contenu d'ici 2015 la propagation et avoir commencé à inverser la	21a. Incidence** du paludisme	7,9%	11,4%	19,4%	14,5%	13,2%	12,2%	
	21b. Taux de mortalité liée au paludisme	0,8%	0,8%	1,2%	0,5%	0,6%	0,4%	

